



CHAPITRE 106

Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache

[Sanctionnée le 10 février 1954]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Saint-Eustache a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 12 George VI, chapitre 81, modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 111, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 26,
am. pour
la ville.

Octrois
autorisés.

1. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 6° le suivant:

"7° Octroyer, par résolution du conseil, des deniers pour aider dans la ville ou ailleurs:

a) aux sociétés scientifiques, artistiques, littéraires, patriotiques, sportives, récréatives, agricoles ou avicoles;

b) à toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de tourisme, de bien-être social, moral ou physique;

d) aux associations de scouts et de guides;

e) aux foyers et maisons de refuge;

CHAPTER 106

An Act to amend the charter of the town of St. Eustache

[Assented to, the 10th of February, 1954]

Preamble.

WHEREAS the town of St. Eustache has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and it is necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 12 George VI, chapter 81, amended by the act 14 George VI, chapter 111, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 6, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 26,
am. for
town.

"7. Grant, by resolution of the council, moneys to assist, in the town or elsewhere:

Grants
author-
ized.

a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, recreational, farming or poultry associations;

b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, travel or social, moral or physical welfare;

d. boy scouts and girl guides associations;

e. homes and houses of refuge;

f) pour maintenir ou aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics, aux conditions que le conseil pourra imposer.

Limite.

Les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme totale de mille dollars annuellement; cette somme sera distribuée sur résolution du conseil de la ville."

S.R.,
c. 233,
a. 64,
rempl.
pour la
ville.

Rémuné-
ration
annuelle.

2. L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**64.** A compter du premier janvier 1954, le conseil pourra décréter par résolution que le maire recevra une rémunération annuelle de cinq cents dollars et les échevins une rémunération annuelle de deux cents dollars chacun, payables mensuellement.

Idem.

Cette rémunération sera considérée comme frais de représentation."

S.R.,
c. 233,
a. 104,
rempl.
pour la
ville.

Vérifica-
teurs.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en remplaçant l'article 104 par le suivant:

"**104.** A la séance régulière de septembre, le conseil doit nommer un ou des vérificateurs qui restent en charge jusqu'à l'entrée en fonction de son ou leurs successeurs."

S.R.,
c. 233,
a. 135,
rempl.
pour la
ville.

Epoque
de la con-
fection.

4. L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**135.** Chaque année, avant le quinzième jour de mai, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

S.R.,
c. 233,
a. 143,
rempl.
pour la
ville.

Greffier
spécial.

5. L'article 143 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**143.** Si, le vingtième jour du mois de mai, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs ou n'a pas donné

f. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums, on such conditions as the council may prescribe.

The grants so appropriated shall not exceed the total sum of one thousand dollars annually; such sum shall be distributed by resolution of the town council."

Limit.

2. Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**64.** From and after the 1st of January, 1954, the council may order by resolution that the mayor shall receive an annual remuneration of five hundred dollars and the aldermen an annual remuneration of two hundred dollars each, payable monthly.

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for town.

Annual
remuner-
ation.

Such remuneration shall be regarded as entertainment expenses."

Idem.

3. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing section 104 by the following:

"**104.** At the regular sitting in September, the council shall appoint one or more auditors, who shall remain in office until the entry into office of his or their successors."

R.S.,
c. 233,
s. 104,
replaced
for town.

Auditors.

4. Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**135.** Each year, before the fifteenth day of May, there shall be prepared by the clerk or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered on the electoral list."

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for town.

Time of
prepara-
tion.

5. Section 143 of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

"**143.** If, by the twentieth day of the month of May, the clerk has not made the alphabetical list of electors or

R.S.,
c. 233,
s. 143,
replaced
for town.

Special
clerk.

et publié l'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat ou le magistrat de district qui la préside ou, si ce dernier est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un magistrat de district, à qui est assigné le district voisin doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste alphabétique des électeurs."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
rempl.
pour la
ville.

6. L'article 173 de la Loi des cités et villes, déjà remplacé, pour la ville, par l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 81, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Elections
par rota-
tion.

"173. Afin d'établir la rotation, la prochaine élection pour le maire et les échevins représentant les sièges numéros 1, 2 et 3, aura lieu le deuxième mercredi de juillet 1956 ou, si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant, et, par la suite, tous les deux ans.

Idem.

Le maire et les échevins actuels pour lesdits sièges numéros 1, 2 et 3, ou leurs remplaçants, en cas de vacance, resteront en fonction jusqu'à cette élection de 1956.

Idem.

L'élection pour les échevins représentant les sièges numéros 4, 5 et 6 aura lieu le deuxième mercredi de juillet 1955 ou, si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant, et, par la suite, tous les deux ans.

Change-
ment.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la municipalité concernée, changer la date des élections et celle de la présentation des candidats par lettres patentes.

Procé-
dure.

Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

Avis.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la ville.

7. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 1° par les suivants:

has not given or published the notice required by section 139, the Magistrate's Court or the district magistrate presiding over such court or, in the event of the absence of such magistrate or of his inability to act, a district magistrate assigned to a neighbouring district, shall, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, appoint a special clerk to prepare the alphabetical list of electors."

6. Section 173 of the Cities and Towns Act, replaced, for the town, by section 9 of the act 12 George VI, chapter 81, is again replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for town.

"173. In order to establish the rotation, the next election for the mayor and for the aldermen representing seats numbers 1, 2 and 3, shall be held on the second Wednesday in July, 1956 or, if such day be non-juridical, on the next following juridical day, and every two years thereafter.

Elections
by rota-
tion.

The present mayor and aldermen for the said seats numbers 1, 2 and 3, or the persons replacing them, in case of vacancy, shall remain in office until the election of 1956.

Idem.

The election for the aldermen representing seats numbers 4, 5 and 6 shall be held on the second Wednesday in July 1955 or, if such day be non-juridical, on the next following juridical day, and every two years thereafter.

Idem.

The Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, upon the application of the council of the municipality concerned, change the date for the elections and the date for the nomination of candidates.

Change.

The proceedings and notices for such application shall, as far as possible, be the same as those required for obtaining letters patent under sections 12 and following of this act.

Proceed-
ings.

Notice of such change must be published in the *Quebec Official Gazette*."

Notice.

7. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing the second paragraph of paragraph 1 by the following paragraphs:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

Procédure
en modi-
fication,
etc.

"Aucun règlement fait en vertu du paragraphe précédent ou fait jusqu'ici en vertu du paragraphe remplacé par icelui, ne peut être modifié ou abrogé sauf par un autre règlement soumis à l'approbation des électeurs propriétaires en suivant les formalités ci-après énumérées. Immédiatement après l'adoption de ce règlement par le conseil, une assemblée publique des électeurs propriétaires, qui, en vertu de la loi, ont droit de vote sur ce règlement, sera convoquée par avis public, signé par le greffier, avec un délai de huit jours francs, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil. Cette assemblée sera présidée par le maire ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des échevins. Le greffier de la ville agira comme secrétaire, lira et soumettra le règlement à l'assemblée.

Demande
de vota-
tion.

Dix électeurs propriétaires ou un cinquième des électeurs concernés, si leur nombre est inférieur à trente, présents et habiles à voter sur ce règlement, pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation.

Date.

Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside devra fixer le jour de la votation, à une date qui ne devra pas être plus éloignée que le trentième jour après cette assemblée.

Adoption.

Dans le cas où le nombre prévu des électeurs propriétaires ne demanderait pas la votation, dans le délai fixé, le règlement sera censé être adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés.

Pourcen-
tage né-
cessaire.

Toutefois, si le vote est tenu, pour que le règlement d'amendement ou d'abrogation soit approuvé, il faut qu'un tiers, au moins, des électeurs propriétaires qui ont droit de vote et résident dans la municipalité ait exercé ce droit."

Lots
distincts.

"1^a Édicter qu'aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

"cons-
truction".

Dans la disposition ci-dessus, le mot "construction" désigne une construction pour fins résidentielles, commerciales ou industrielles, avec ses dépendances.

"No by-law made under the foregoing paragraph or heretofore made under the paragraph replaced thereby may be amended or repealed except by another by-law submitted for approval to the electors who are property-owners, in accordance with the following formalities. Immediately after the passing of such by-law by the council, a public meeting of the electors who are property-owners and who are entitled by law to vote on such by-law, shall be called by public notice signed by the clerk, with a delay of eight clear days, at the place, on the day and at the time fixed by the council. Such meeting shall be presided over by the mayor or acting-mayor or, in their absence, by one of the aldermen. The town clerk shall act as secretary and shall read and submit the by-law to the meeting.

How to
amend,
etc.

Ten electors or one fifth of the electors involved, if their number is less than thirty present and qualified to vote on such by-law may demand a poll but only during the hour following the opening of the meeting.

Demand-
ing
poll.

Upon such demand, the mayor or the person presiding shall fix the polling-day for a date which must not be later than the thirtieth day after such meeting.

Adoption.

If the required number of electors who are property-owners do not demand a poll within the delay fixed, the by-law shall be deemed to be unanimously adopted by the ratepayers concerned.

Date.

Nevertheless, if a poll is held, in order that the amending or repealing by-law be approved, at least one-third of the elector-proprietors qualified to vote and residing in the municipality, must have voted."

Perce-
ntage re-
quired.

"1^a. To enact that no building permit shall be granted unless the ground upon which each contemplated building is to be erected appears as a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

Separate
lots.

In the foregoing provisions, the word "building" means any building for residential, commercial or industrial purposes, with its dependencies.

"build-
ing".

**Excep-
tion.** Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions, pour fins agricoles, sur des terres en culture.

**Permis
de bâtir.** "1^b Prescrire la manière de présenter un permis de bâtir et fixer les droits à payer à la ville pour l'octroi de ce permis."

**S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.** **8.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 11°, les suivants:

**Circula-
tion inter-
rompu.** "11^a Pour interrompre la circulation dans les rues de la ville, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous cas d'urgence;

**Véhicules
station-
nés.** "11^b Pour enlever, remorquer, tout véhicule stationné, qui nuirait aux travaux ou opérations et au besoin le touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage."

**S.R.,
c. 233,
a. 429a,
aj. pour
la ville.** **9.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 429, le suivant:

**Billet
d'assigna-
tion.** "**429a.** Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en apporter l'original au département de la circulation de la ville.

**Paiement
pour
éviter
plainte.** Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle, en se présentant au département de la circulation de la ville, et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le trésorier de la ville libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise. Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer, dans le délai qui y est mentionné, le greffier de la Cour

The provisions of this section shall not apply to buildings erected for agricultural purposes on lands under cultivation;

"1^b. To prescribe the manner in which a permit to build shall be presented and to fix the dues to be paid to the town, for the granting of such permit."

S. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 11, the following paragraphs:

"11^a. To interrupt traffic in the streets of the town, when work on roads, including the removal and clearing of snow, is in progress there, and in all cases of emergency;

"11^b. To remove and tow any parked vehicle which would hinder the work or operations and if need be to remove it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs."

9. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 429, the following:

"**429a.** In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the town traffic department.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the town traffic department and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of the said fine and the receipt therefor given to him by the town treasurer shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him. If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the clerk of the

municipale peut porter contre elle une plainte, conformément à la loi.

Percep-
tion va-
lidée.

Les sommes déjà perçues comme amendes par la ville, suivant ce mode de perception des amendes, sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir."

S.R.,
c. 233,
a. 500,
rempl.
pour la
ville.

Réduction
de l'esti-
mation.

10. L'article 500 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**500.** Si après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière acquiert une augmentation de valeur à raison de nouvelles constructions, addition ou améliorations, ou de subdivisions en lots à bâtir, dans le cas de terres en culture, ou subit une diminution de valeur soit par incendie, démolition ou pour toute autre cause, le conseil peut, s'il juge que cette augmentation ou cette diminution de valeur est d'une importance notable, ordonner à ses officiers d'augmenter ou de réduire l'estimation de telle propriété à sa valeur réelle, établir la valeur locative de toute nouvelle construction, et modifier en conséquence, quant à cette même propriété, le montant des taxes imposées sur cette propriété en tenant compte toutefois de la partie de l'année déjà écoulée, en ce sens que le propriétaire intéressé ne paiera sur cette augmentation de valeur et n'aura droit à une diminution de taxes sur la diminution de valeur que pour la proportion non encore écoulée de l'année en cours. Toute telle modification du rôle est sujette à homologation par le conseil après avis de huit jours au propriétaire intéressé qui peut porter plainte et en appeler de la décision du conseil suivant la procédure indiquée dans la charte de la municipalité."

S.R.,
c. 233,
a. 581a,
aj. pour
la ville.

Travaux
perma-
nents.

11. Ladite Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 581 le suivant:

"**581a.** Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant une rue ou une ruelle ou une partie de rue ou de ruelle, approuvée par le ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à faire, sur sa propriété, tous

Municipal Court may lodge a complaint against him, according to law.

The sums already collected as fines by the town according to this mode of collection are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain the same."

Collection
validated.

10. Section 500 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 500,
replaced
for town.

"**500.** If, after the homologation of the valuation roll, any immovable property increases in value by reason of new constructions, additions or improvements, or of subdivision into building-lots in the case of lands under cultivation, or suffers a reduction in value whether by fire, demolition or any other cause, the council may, if it deems that such increase or reduction in value is of considerable importance, order its officers to increase or decrease the assessment of such property to its real value, and fix the rental value of any new construction, and alter accordingly, as for such property, the amount of taxes, imposed on such property, taking into account, however, the portion of the year already expired, so that the proprietor concerned shall pay on such increase of value and shall have the right to a reduction of taxes on the decrease in value only for the unexpired period of the current year. Every such alteration in the roll shall be subject to homologation by the council after eight days' notice to the proprietor concerned who may file a complaint and appeal from the decision of the council according to the procedure indicated in the charter of the municipality."

Reducing
valuation.

11. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 581, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 581a,
added
for town.

"**581a.** Upon petition signed by a proprietor or the proprietors representing at least two-thirds of the frontage of the land bordering on a street or lane or part of a street or lane, approved by the Minister of Municipal Affairs, the town is authorized to execute, on its property,

Perma-
nent
works.

les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Calcul.

Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

Cotisation spéciale.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233) et à cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer tous ces travaux.

Termes des emprunts.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt, et l'intérêt ne doit pas excéder cinq pour cent par année.

Approbation.

Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la ville, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Emission d'obligations.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations (debentures) ou d'actions enregistrées émises conformément aux dispositions de la charte, ou à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément à la Loi des cités et villes.

Spécification.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la ville, sans qu'il n'ait obtenu de l'ingénieur de la ville une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

all permanent works, such as sidewalks, sewers, pavings, wateworks and their connections, and other so called permanent works, and to borrow, if need be, the amounts required for such purposes.

In calculating the two-thirds of the property bordering a street or lane as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

Calculation.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage of their properties, in conformity with the by-laws of the town and the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233) and for such purpose, the town is authorized to borrow all the necessary money to pay for all such works.

Special assessment.

The term of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made and the interest shall not exceed five per cent per annum.

Term of loans.

Such loans shall be ordered by by-law of the town council but without being subject to the approval of the rate-payers, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but they must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval.

They shall be made by means of an issue of debentures or registered stock issued in accordance with the provisions of the charter, or in the absence of provisions on the subject in the charter, in accordance with the Cities and Towns Act.

Issue of debentures.

Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the town council unless a written declaration has been obtained from the town engineer under his oath of office, attesting the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.

Specification.

Paiement
par pro-
priétaires
intéressés.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou actions enregistrées émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations et actions enregistrées à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.

Emprunt
aux ban-
ques.

La ville est autorisée à emprunter de la banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

Délai.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux, toutefois le délai pour la négociation des obligations pourra être prolongé avec l'autorisation de la Commission municipale de Québec."

S.R.,
c. 233,
a. 585a,
aj. pour
la ville.

12. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 585, le suivant:

Travaux
d'aqueduc
et
d'égouts.

"**585a.** Le conseil peut décréter par règlement approuvé par les électeurs propriétaires de la ville et par le ministre des affaires municipales, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec, les travaux d'aqueduc et d'égouts nécessaires au développement général de la ville sur certaines rues, quoique la majorité des propriétaires qui en bénéficieront n'en ait pas un besoin immédiat.

Cotisa-
tion.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation du règlement et la négociation de l'emprunt, sont défrayés au moyen d'une cotisation basée sur l'évaluation de tous les immeubles taxables de la ville.

Charge
sur les
proprié-
taires in-
téressés.

Ce règlement doit décréter que le coût ou partie du coût de ces travaux est chargé aux propriétaires qui en bénéficieront et sera payable par chacun d'eux, dès qu'ils commenceront à faire usage desdits services d'aqueduc et d'égouts, au moyen

The special assessment, collected from the interested proprietors for permanent works carried out under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the debentures or registered stock issued for the payment of such works, and to redeem such debentures and registered stock at maturity, and such interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the town.

Payment
by inter-
ested pro-
prietors.

The town is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said debentures or registered stock.

Borrow-
ing from
banks.

Such loans and the negotiation of such debentures shall be made within the year following the completion of the works, nevertheless the delay for the negotiation of the debentures may be extended on the authorization of the Quebec Municipal Commission."

Delay.

12. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 585, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 585a,
added
for town.

"**585a.** The council may order, by by-law approved by the electors who are property-owners in the town and by the Minister of Municipal Affairs, upon recommendation of the Quebec Municipal Commission, the works for the water-works and sewerage systems required for the general development of the town on certain streets, although a majority of the owners who are to benefit thereby have no immediate need thereof.

Work for
water-
works and
sewerage
systems.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-law and the negotiation of the loan, shall be paid by means of an assessment based upon the valuation of all the taxable immovables of the town.

Asses-
ment.

Such by-law shall order that the cost or part of the cost for such works is charged to the owners who are to benefit thereby and shall be payable by each of them, as soon as they start to avail themselves of the waterworks and sewer-

Charge on
interested
owners

d'une taxe spéciale imposée sur leurs immeubles, à raison de l'évaluation d'iceux ou autrement. Cette taxe portera intérêt à compter de l'usage que chacun fera desdits services, sera divisée en vingt versements égaux et sera prélevée pendant vingt années consécutives.

Rôle de perception.

Dès la fin des travaux, un rôle de perception devra être fait selon la loi quant à sa confection, son approbation et sa contestation, s'il y a lieu, démontrant la partie de cette taxe imposée sur les immeubles des propriétaires qui bénéficieront desdits travaux lorsqu'ils en feront usage.

Versements.

Cette taxe, imposée sur les immeubles qui bénéficieront desdits travaux et qui deviendra échue en vingt versements, tel que susdit, devra être entrée au rôle de perception ordinaire, chaque année, dès que les propriétaires de ces immeubles commenceront à se servir desdits services.

Fonds d'amortissement.

Cette taxe spéciale, dès que perçue, devra être versée au fonds d'amortissement servant à payer les remboursements annuels des emprunts payables par les propriétaires de tous les immeubles imposables de la ville."

S.R., c. 233, a. 593, remp. pour la ville.

13. L'article 593 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Approbation de règlement d'emprunt.

"**593.** Tout règlement qui décrète un emprunt sera soumis à l'approbation des électeurs propriétaires en suivant les formalités ci-après énumérées. Immédiatement après l'adoption de ce règlement par le conseil, une assemblée publique des électeurs propriétaires, qui, en vertu de la loi, ont droit de vote sur ce règlement, sera convoquée par avis public, signé par le greffier, avec un délai de huit jours francs, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil. Cette assemblée sera présidée par le maire ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des échevins. Le greffier de la ville agira comme secrétaire, lira et soumettra le règlement à l'assemblée.

Demande de votation.

Dix électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation.

age systems, by means of a special tax imposed on their immoveables, in proportion to the valuation thereof or otherwise. Such tax shall bear interest as from the use being made of such services by each owner, shall be divided into twenty equal payments and shall be levied during twenty consecutive years.

Upon the completion of the works a collection roll shall be made according to law as to its making, approval and contestation, if need be, establishing the portion of such tax imposed on the immoveables of the owners who will benefit by such works when they make use thereof.

Collection roll.

Such tax, imposed on the immoveables benefiting by such said works and which shall become due in twenty payments, as aforesaid, shall be entered in the ordinary collection roll, each year, as soon as the owners of such immoveables start using such services.

Payments.

Such special tax, as soon as collected, shall be paid into the sinking-fund applied to the payment of the annual reimbursements of the loans payable by the owners of all the taxable immoveables of the town."

Sinking-fund.

13. Section 593 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S., c. 233, s. 593, replaced for town.

"**593.** Every by-law ordering a loan shall be submitted for the approval of the electors who are property-owners in compliance with the formalities herein-after enumerated. Immediately after the passing of such by-law by the council, a public meeting of the electors who are property-owners and who are entitled by law to vote on such by-law, shall be called by public notice signed by the clerk, with a delay of eight clear days, at the place, on the date and at the time fixed by the council. Such meeting shall be presided over by the mayor or acting-mayor, or in their absence, by one of the aldermen. The town clerk shall act as secretary and shall read and submit the by-law to the meeting.

Approval of loan by-law.

Ten electors present and qualified to vote on such by-law may demand a poll but only during the hour following the opening of the meeting.

Demanding poll.

Date.	Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside devra fixer le jour de la votation, à une date qui ne devra pas être plus éloignée que le trentième jour après cette assemblée.	Upon such demand, the mayor or the person presiding shall fix the polling-day for a date which must not be later than the thirtieth day after such meeting.	Date.
Adoption.	Dans le cas où dix électeurs propriétaires ne demanderaient pas la votation, dans le délai fixé, le règlement sera censé être adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés.	If ten electors who are property-owners do not demand a poll within the delay fixed, the by-law shall be deemed to be unanimously adopted by the rate-payers concerned.	Adoption.
Approbation.	Tout règlement ainsi soumis à l'approbation des électeurs propriétaires restera sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra n'approuver un tel règlement que pour partie."	Every by-law so submitted for approval by the electors who are property-owners shall remain subject to approval of the Lieutenant-Governor in Council who may approve such by-law in part only."	Approval.
S.R., c. 233, s. 594, remp. pour la ville. Procédure.	14. L'article 594 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant: "594. Lorsque la votation aura été requise sur un règlement d'emprunt, la procédure pour la votation se fera conformément aux articles 399 à 410 de la Loi des cités et villes."	14. Section 594 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following: "594. When a poll is demanded on a loan by-law, the procedure for the polling shall be in accordance with sections 399 to 410 of the Cities and Towns Act."	R.S., c. 233, s. 594, replaced for town. Procedure.
S.R., c. 233, ss. 604a-604e, aj. pour la ville. Fonds de roulement.	15. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 604, les articles suivants: "604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin soit pour rencontrer les dépenses de la ville, au cours d'un exercice, en attendant la perception des revenus du même exercice, soit pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien, ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".	15. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 604 thereof, the following sections: "604a. With a view to placing at the disposal of the council the money it may need either to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the receipt of revenues of the same fiscal year, or to pay the cost of certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or of certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the "working fund".	R.S., c. 233, ss. 604a-604e, added for town. Working-fund.
Capital.	"604b. Le capital de ce fonds n'exède pas vingt-cinq mille dollars et est constitué, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égal montant.	"604b. The capital of such fund shall not exceed twenty-five thousand dollars and shall be constituted, at the beginning, by the proceeds of a loan of an equal amount.	Capital.
Emprunt.	"604c. La ville est autorisée à emprunter une somme de vingt-cinq mille dollars, remboursable dans une période de quinze ans, en suivant les formalités	"604c. The town is authorized to borrow a sum of twenty-five thousand dollars repayable in a period of fifteen years in accordance with the formalities	Loan.

requis par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

prescribed by-law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveable property shall not be required.

Emprunts
de ce
fonds.

"604d. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra être pour un terme excédant cinq ans. Cependant, les emprunts contractés en attendant la perception des revenus devront être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. La résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. Lesdits emprunts, pour être valables, sont sujets à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

"604d. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes contemplated in the foregoing section 604a. No such loan shall be for a term exceeding five years. Nevertheless the loans contracted pending the collection of revenues shall be repaid within twelve months from the date of their approval. The resolution authorizing the loan shall determine how it shall be repaid, and if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the sums falling due each year. To be valid, the said loans shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission.

Borrow-
ing from
such fund.

Affecta-
tion des
deniers.

"604e. Le conseil peut affecter les deniers liquides de ce fonds pour acheter des obligations du Canada ou de la province de Québec qui resteront à l'actif dudit fonds."

"604e. The council may appropriate the liquid moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec which shall remain credited to such fund."

Appropriation of
moneys.

Annexion.

16. Le territoire, dont la description suit, est annexé au territoire de la ville de Saint-Eustache:

a) Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Eustache, et situé au nord-ouest des limites actuelles de la ville; lequel comprend une partie des numéros originaux 279, 278, 50 et 48 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Eustache, ainsi que les lots de subdivision 50-43 à 49 inclusivement, 50-62 à 68 inclusivement, et la partie nord-ouest de la rue Houle numéro 50-50 faisant face aux lots de subdivision mentionnés.

b) Un autre territoire faisant actuellement partie du village de Saint-Eustache sur le Lac et situé au sud-ouest des limites actuelles de la ville de Saint-Eustache, lequel territoire comprend une partie du numéro original 51 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache ainsi que les

16. The territory described as follows, is annexed to the territory of the town of St. Eustache:

a. A territory now forming part of the municipality of the parish of St. Eustache, and situated to the northwest of the present limits of the town; such territory includes a part of original lots numbers 279, 278, 50 and 48 on the official plan and book of reference of the parish of St. Eustache, as well as subdivision lots 50-43 to 49 inclusively, 50-62 to 68 inclusively, and the northwestern part of Houle street number 50-50, being opposite the subdivision lots mentioned.

b. Another territory now forming part of the village of St. Eustache sur le Lac and situated to the southwest of the present limits of the town of St. Eustache, such territory comprising a part of original lot number 51 of the cadastre of the parish of St. Eustache as well as sub-

Annexa-
tion.

lots de subdivision 51-42 et 51-83 du même cadastre.

Bornes. Lequel territoire est borné au nord-est par la Montée du Village, maintenant rue Ferré, au nord-ouest par les numéros originaux 52 et 53 du cadastre du village de Saint-Eustache, c'est-à-dire par la ligne de division entre le cadastre du village et le cadastre de la paroisse, au sud-ouest par le numéro original 52 du cadastre de la paroisse et au sud-est les numéros de subdivision 35, 73, 74, 75 et 82 du numéro original 51 de la paroisse.

Superficie. L'ensemble de ce territoire de Saint-Eustache sur le Lac, mesure deux mille deux cent vingt-cinq pieds de profondeur dans sa ligne sud-ouest, par toute la largeur dudit numéro original 51 et contient une superficie de 33.31 arpents carrés.

Mêmes taxes. Tant et aussi longtemps que ces lots ne seront pas subdivisés et qu'ils seront considérés comme terres en culture, les propriétaires actuels, ou leurs épouses, ou leurs enfants respectifs, de tous ces lots annexés, paieront à la ville de Saint-Eustache les mêmes taxes qu'ils ont payées à la corporation municipale, dont ils sont détachés, pour l'année 1953. Durant une période de cinq années, la ville de Saint-Eustache remboursera aux municipalités de la paroisse de Saint-Eustache et du village de Saint-Eustache sur le Lac, les taxes payées par les propriétaires desdites parties annexées.

Date. Ladite annexion prendra effet à compter de la sanction de la présente loi; cependant, la ville de Saint-Eustache percevra les taxes sur lesdites parties annexées, à compter du premier janvier 1954, en prenant pour base l'évaluation en vigueur le premier janvier 1954, dans les municipalités concernées et les taux de taxes imposées par lesdites municipalités de la paroisse de Saint-Eustache, et du village de Saint-Eustache sur le Lac, pour l'année 1954. Tous les règlements de la ville de Saint-Eustache s'appliqueront aux lots annexés dès la sanction de la présente loi.

Exemption de taxes autorisée. 17. La ville de Saint-Eustache est autorisée à décréter, par une résolution de son conseil, que les "Chevaliers Unis de Saint-Eustache" et "Le Comité des Loi-

division lots 51-42 and 51-83 of the same cadastre.

Boundaries. Such territory is bounded on the north-east by the Montée du Village, now Ferré street, on the northwest by original lots numbers 52 and 53 of the cadastre of the village of St. Eustache, that is to say by the dividing line between the cadastre of the village and the cadastre of the parish, on the southwest by original lot number 52 of the cadastre of the parish, and on the southeast by subdivision numbers 35, 73, 74, 75 and 82 of original lot number 51 of the parish.

Area. The whole of such territory of St. Eustache sur le Lac, measures two thousand two hundred and twenty-five feet in depth in its southwest line, by the whole width of the said original lot number 51 and contains an area of 33.31 square arpents.

Same taxes. As long as such lots remain undivided and are considered as land under cultivation, the present owners of all such annexed lots, or their wives, or their respective children shall pay to the town of St. Eustache the same taxes as they have paid to the municipal corporation from which they are detached, for the year 1953. During a period of five years, the town of St. Eustache shall reimburse to the municipalities of the parish of St. Eustache and of the village of St. Eustache sur le Lac, the taxes paid by the owners of the said annexed portions.

Date. The said annexation shall take effect from the sanction of this act; nevertheless the town of St. Eustache shall collect the taxes on the said annexed portions, from and after the 1st of January 1954, using as a basis the valuation in force on the first of January 1954, in the municipalities concerned and the rates of the taxes imposed by the said municipalities of the parish of St. Eustache, and of the village of St. Eustache sur le Lac, for the year 1954. All the by-laws of the town of St. Eustache shall apply to the annexed lots from the sanction of this act.

Tax exemption authorized. 17. The town of St. Eustache is authorized to decree, by a resolution of its council, that the "Chevaliers Unis de St. Eustache" and the "Comité des Loisirs

sirs de Saint-Eustache" seront exemptés du paiement des taxes municipales générales pour tous les bâtiments, terrains et autres immeubles appartenant aux ou occupés par lesdites associations.

de St. Eustache" shall be exempted from the payment of the general municipal taxes for all the buildings, grounds and other immoveables belonging to the said associations or occupied by them.

Entrée en
vigueur.

18. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

18. This act shall come into force on the day of its sanction. <sup>Coming
into force.</sup>

—

—